

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



65311
Distr.
LIMITEE

E/CN.14/TECO/2
22 décembre 1969

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité technique d'experts

Addis-Abéba, 9-14 février 1970

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

DIVISION DE L'INDUSTRIE ET DE L'HABITAT

Analyse des activités entreprises dans le cadre
du Programme de travail et ordre de priorité
de la Commission depuis la neuvième session
(15 février 1969 - 8 février 1970)

I. Stratégie à adopter

On a mis en lumière les principaux obstacles qui entravent l'industrialisation de l'Afrique, à savoir :

- l'exiguïté des marchés nationaux tant en ce qui concerne la population que le pouvoir d'achat;
- la pénurie de techniciens et de cadres de gestion;
- la pénurie de capitaux et en même temps le nombre insuffisant de projets viables bien conçus;
- l'inaptitude des institutions existantes à appuyer et à encourager l'effort même d'industrialisation.

Compte tenu de ces obstacles, le programme de travail de la CEA en matière d'industrie a été conçu de façon à développer la coopération multinationale en vue d'élargir les "dimensions du marché", de façon à assurer l'échelle requise pour les industries modernes. Au premier stade les industries de base destinées à exploiter les ressources de l'Afrique en matières premières ont obtenu la priorité dans les activités de développement de la CEA. On pense que leur réalisation donnera lieu à une extension du circuit du marché, des revenus, de la productivité et de la technologie, qui constituent les éléments essentiels d'une expansion industrielle soutenue.

Les études sur l'harmonisation sous-régionale constitueront un document qui facilitera les décisions concernant la coopération multinationale et elles établiront également le cadre général dans lequel seront appliquées les mesures destinées à l'exécution de projets déterminés (industries nationales, multinationales, sous-régionales et industries d'exportation). Les activités de promotion font partie intégrante de ces dernières. Les activités auxiliaires, notamment l'établissement de nouvelles institutions ou l'amélioration des institutions existantes, se poursuivront en vue de faciliter le processus de transformation. On redoublera également d'effort pour élaborer des politiques propres à résoudre les problèmes spécifiques à tous les stades de l'effort d'industrialisation.

II. Mise en oeuvre du Programme en 1969 - 1970

Les travaux se sont poursuivis concernant divers projets dans le cadre des programmes interdépendants mentionnés brièvement ci-dessus. En 1969, on a terminé les projets ci-après :

13 d) Réunion sur la promotion des investissements industriels

Cette réunion s'est tenue à Rabat (Maroc) en octobre 1969. Il s'agit d'une entreprise conjointe CEA/ONUDI/BAD grâce à laquelle plusieurs projets industriels dans un certain nombre de pays africains ont été portés à la connaissance des investisseurs éventuels qui assistaient à la réunion. L'ONUDI s'occupe actuellement de donner suite aux contrats conclus lors de la réunion.

13 e) Réunion de hauts fonctionnaires d'Etat et d'investisseurs

Cette réunion s'est tenue à Addis-Abéba (Ethiopie), en novembre 1969. Elle a été organisée conjointement par Business International (BI) de Genève et par la CEA. Il s'agissait d'une Table ronde ne traitant pas de projets déterminés et au cours de laquelle des discussions non officielles se sont déroulées sur les divers points de vue des gouvernements africains et des sociétés internationales concernant les investissements et le climat des investissements. Cette réunion a permis d'apprécier les problèmes et les objectifs de part et d'autre et de déterminer la portée et les conditions concernant un apport croissant de capitaux privés en Afrique.

12 a) i) Etude des politiques et institutions gouvernementales prévues pour encourager les entreprises autochtones dans certains pays

Un questionnaire a été distribué aux Etats membres. Certains pays ont déjà répondu et on attend d'autres réponses. Ces réponses sont actuellement mises en tableaux et étudiées en détail. Les résultats de ces travaux seront communiqués aux gouvernements en 1970 à des fins d'information et d'utilisation.

14 a) i) Etude relative à des projets modèles pour la fabrication à petite échelle de certains produits

Six de ces études ont été préparées en 1969 et distribuées aux Etats membres pour être utilisées pour l'exécution des projets.

Travaux en coursa) Services consultatifs accordés aux gouvernements

Au cours de cette année, le Conseiller régional en petites industries a conseillé les gouvernements du Niger et du Togo au sujet de la création de domaines industriels. Grâce aux efforts du Centre consultatif pilote pour les petites industries, de Niamey, on a obtenu les services de deux experts au titre d'un programme bilatéral d'assistance. Ils ont conseillé les gouvernements du Ghana, du Togo, du Dahomey, du Niger et de la Haute-Volta au sujet de la mise sur pied de fabriques d'articles émaillés et de tricots. Le Centre a également contribué à l'installation, au Centre de démonstration de Lomé (Togo), de deux métiers mécaniques destinés à la fabrication des tricots.

- Le consultant de la CEA en petites industries a conseillé le Gouvernement éthiopien au sujet de la création d'industries artisanales destinées à fournir des emplois aux personnes déplacées, en utilisant le Coffee Diversification Fund.

- Le Conseiller régional en industries forestières a donné des avis sur l'utilisation des essences locales et la mise sur pied de fabriques de crayons, de panneaux en laine de bois, de panneaux de particules, de placages, de contre-plaqués, de panneaux de fibres etc. aux gouvernements des pays suivants : Nigéria, Niger, Libéria, RCA, République démocratique du Congo, Ouganda, Kenya et Malawi. Il a également fourni des conseils et formulé des propositions en vue de la création de centres de formation et de démonstration pour les industries forestières au Nigéria, au Ghana et au Libéria.

- Les conseillers régionaux en sidérurgie ont donné des avis au Gouvernement de Maurice concernant la mise sur pied d'un certain nombre d'industries et tout particulièrement de fabriques d'engrais, de produits pharmaceutiques, de peintures et de vernis, de textiles, de produits sidérurgiques et d'usines de montage de véhicules automobiles.

c) Coopération avec les institutions spécialisées et les organes d'exécution

- Un fonctionnaire de la CEA a entrepris une mission liée au projet CEA/CNUCED destiné à mettre en lumière la possibilité de créer des industries d'exportation (textiles, métaux non ferreux et produits alimentaires). Un rapport a été présenté à la CNUCED en octobre 1969.

- La CEA a participé à des réunions de groupes d'experts de l'ONUDI sur les industries textiles et les industries de construction des véhicules automobiles. Elle a fourni des documents pour d'autres réunions, à savoir le deuxième Colloque sur l'industrie pétrochimique tenu à Bakou (URSS) et la réunion du Groupe d'experts sur l'industrie des machines agricoles. Le Conseiller régional en industrie sidérurgique a passé trois mois au siège de l'ONUDI pour fournir des conseils sur les moyens et les méthodes permettant d'appliquer des stratégies concernant les secteurs industriels, dans le cadre de la contribution de l'ONUDI à la deuxième Décennie du développement. Un fonctionnaire de la CEA a participé au Groupe de travail est-africain sur les données de programmation industrielle organisé par l'ONUDI à Nairobi en novembre 1969. Un représentant de la CEA a passé une semaine à Vienne en novembre/décembre 1969 pour y discuter des secteurs de coopération CEA/ONUDI dans leurs programmes de travail respectifs. Des consultations constantes entre les secrétariats ont eu lieu au sujet de la création d'un Centre de développement et de formation pour les petites industries à Accra (Ghana). La CEA a étudié et commenté les rapports des experts de l'ONUDI et a donné des instructions à certains d'entre eux qui étaient de passage à Addis-Abéba pour se rendre à leur lieu d'affectation. Deux représentants de la CEA ont participé à la troisième session du Conseil du développement industriel, qui s'est tenu à Vienne en avril 1969.

e) Informations et statistiques industrielles

Un formulaire destiné à la collecte et à l'emmagasinement des données a été mis au point. Les travaux concernant ce projet continueront à être coordonnés avec le projet de l'ONUDI concernant les données des programmes industriels.

f) Exécution des projets

Les travaux concernant l'élaboration et l'examen critique des projets (nationaux et multinationaux) ont commencé en 1969. La présentation des projets fondée sur les prévisions des marchés au cours des cinq prochaines années a été déjà préparée pour une vingtaine de projets. En 1970, le champ d'application sera étendu et les projets seront soumis à des essais de rentabilité du point de vue commercial et du point de vue de l'économie nationale.

III. Retards et changements de programme11 a) Etudes sur l'harmonisation des programmes de développement industriel

On avait prévu pour 1969 la révision des études sur l'harmonisation des sous-régions de l'Afrique de l'est et de l'ouest. Cette révision a été maintenant reportée à 1970, en raison du manque de fonds. On prévoit que les études sur l'Afrique du nord et du centre seront terminées avant le second semestre de 1970, pour la même raison et, tout particulièrement, en raison du manque de fonds destinés à l'engagement de consultants.

11 b) Réunion d'experts sur l'harmonisation industrielle

En raison du retard apporté au projet 11 a), il n'est pas possible d'organiser une réunion à l'échelon continental, comme on l'avait envisagé. On se propose actuellement de tenir une réunion du Groupe d'experts, afin d'examiner critiquement la seule étude sur l'harmonisation de l'Afrique du nord; cette réunion aurait lieu à la fin de 1970.

13 a) Etude des facteurs que les principaux investisseurs examinent et des techniques qu'ils utilisent pour fonder leur choix et13 b) Etude des moyens de promotion industrielle existant dans des pays extérieurs à la région

Ces deux projets ont été reportés à 1970 en raison du manque de fonds.

14 b) i) Stage de formation pour chefs de petites industries

La préparation de ce stage n'était pas assez avancée pour permettre d'en organiser un en 1969. Cependant, au courant de l'année, l'ONUDI a envoyé des missions en Afrique de l'est et en Afrique de l'ouest afin de jeter les bases de l'organisation de ce stage. L'ONUDI et la CEA prennent actuellement des mesures pour organiser deux stages de formation en 1970, l'un à l'intention des pays de l'Afrique de l'ouest, et l'autre à l'intention des pays de l'Afrique de l'est.

Activités permanentes

g) Etudes sur les possibilités de développement de la petite industrie

Les travaux dans ce domaine doivent être intensifiés en 1970. Les économies réalisées sur les crédits accordés à la CEA en 1969 pour l'engagement de conseillers régionaux doivent être utilisées pour faire entreprendre par l'Intermediate Technology Development Group (Londres) une étude approfondie sur ces possibilités. Au titre de ce projet, les activités seront entreprises conjointement avec celles dont il a été question sous les rubriques 12 a) et 14 a).

h) et i) Centres de promotion industrielle nationaux et multinationaux

Le retard apporté dans le recrutement d'un conseiller régional en promotion industrielle a empêché la CEA de fournir des conseils aux gouvernements sur les établissements ou de renforcer les centres nationaux et de stimuler les progrès sur la voie d'une création de centres multinationaux. Les efforts en ce sens reprendront en 1970.

IV. Nouveaux projets

Etudes

i) Aperçus par pays concernant les projets proposés :

Les travaux à ce sujet ont été entrepris en 1969. Un certain nombre de ces études ont été préparées dans le courant de l'année. Il s'agit d'une activité permanente découlant de la résolution 203(IX) de la Commission.

ii) Analyse des coûts et des avantages sociaux et techniques d'évaluation des projets multinationaux

Ce projet fait partie intégrante du projet f) au titre des activités permanentes et il a pour objet l'analyse des projets à recommander aux gouvernements et à encourager, de façon à tenir compte des répercussions des divers projets sur l'objectif d'expansion soutenue.

iii) Mobilisation des ressources nationales en vue du financement industriel

Des études par pays seront entreprises, à partir desquelles des avis seront fournis aux gouvernements sur les diverses politiques à adopter pour accroître l'apport de l'épargne intérieure en faveur de l'industrie. A la Conférence de la Table ronde de Business International tenue à Addis-Abéba en novembre 1969, les représentants africains ont souligné l'importance de ce genre d'assistance et ils ont estimé qu'elle était inséparable de la

mobilisation des ressources extérieures à laquelle ont tendu les efforts de la CEA au cours de ces dernières années lors des réunions successives qu'elle a organisées pour intéresser les investisseurs éventuels aux possibilités industrielles offertes par l'Afrique.

Réunions

iv) Réunion des organisations multinationales en Afrique (1970)

Ce projet répond à une demande exprimée par les représentants africains à la récente Table ronde de Business International. Il a pour objet d'étudier les problèmes et d'encourager les négociations multinationales portant sur les projets multinationaux.

v) Réunion des chambres africaines d'industrie et des sociétés de développement industriel (1970)

La CEA collaborera avec l'ONUDI pour l'organisation de cette réunion. Elle a pour objet la mobilisation des ressources en vue du développement industriel.

vi) Réunion des ministres africains de l'industrie et de la planification (1970)

On envisage d'organiser cette réunion afin de répondre à la demande des représentants africains qui ont participé à la récente Table ronde de Business International; elle a tout particulièrement pour objet d'analyser le programme de travail de la CEA dans le domaine industriel, de mettre en lumière les nouveaux problèmes et de donner l'occasion d'orienter les futures activités.

Programme de travail de la CEA en matière d'habitat, de construction et d'aménagement : Projets exécutés en 1969 et en cours

Les caractéristiques des principaux engagements actuels et des problèmes connexes [résolution 209(IX)] dans le domaine de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement exigent que les gouvernements des Etats membres mettent l'accent sur les points suivants :

- a) Planification du développement de l'habitat et exécution des opérations connexes de réglementation de l'utilisation de terrains et de développement de l'infrastructure;
- b) Encouragement de l'utilisation de ressources locales pour la production de matériaux et d'éléments de construction normalisés, en relation avec la programmation et les plans de construction de maisons d'habitation;

- c) Création et développement d'institutions financières accordant des crédits pour le logement et fournissant des garanties pour les prêts hypothécaires dans les cas où ces garanties ne peuvent être fondées sur la propriété individuelle des terrains;
- d) Organisation pour les entrepreneurs en bâtiment autochtones de stages spéciaux analogues aux cycles d'études de la Commission économique pour l'Afrique;
- e) Fourniture de logements à bas prix, aménagés pour l'autoconstruction assistée et encouragement aux sociétés de logement coopératif.

Le secrétariat est invité à prendre, en collaboration avec les institutions spécialisées, toutes les mesures nécessaires pour aider les Etats membres à accélérer l'amélioration de la situation du logement; à mobiliser des ressources financières et techniques dans les pays industrialisés, ainsi qu'auprès des institutions financières compétentes; à favoriser à tous les niveaux la formation aux techniques de la création et du développement d'institutions financières et aux techniques de l'industrie du bâtiment, y compris celles du logement coopératif et de l'autoconstruction assistée; et de fournir aux Etats membres des services consultatifs pour leur permettre de donner suite aux recommandations contenues aux alinéas ci-dessus.

Projet 55 : Amélioration des mécanismes de financement et augmentation du volume des capitaux destinés à l'habitat

a) Réunions régionales et sous-régionales sur le financement de l'habitat en Afrique

i) La Réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation (en particulier le financement du logement) (Addis-Abéba, janvier 1969) a recommandé que la CEA établisse dans un pays d'Afrique un programme pilote de coopératives de logement, avec une assistance fournie au titre d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Avec l'aide de l'International Co-operative Housing Development Association (ICHDA), une étude préliminaire des pays de la sous-région de l'Afrique de l'est a été effectuée en juillet 1969. Le rapport d'enquête de l'ICHDA recommande la Tanzanie comme le pays dont la politique de l'habitat et les institutions locales sont le plus propres à servir de cadre à ce projet pilote.

Une mission mixte CEA/ICHDA s'est rendue à nouveau en Tanzanie en novembre 1969 pour y effectuer le travail de préparation nécessaire à la mise en oeuvre dans ce pays du projet pilote envisagé, portant sur 500 maisons à ériger selon le système de l'autoconstruction assistée sur un emplacement doté des services de base. Ce projet continuera à bénéficier d'une assistance technique qui sera, selon son origine et sa nature, répartie comme suit :

CEA : construction et financement
ICHDA : institutions coopératives
PNUD : institutions coopératives et gestion

Les résultats obtenus avec ce projet pilote seront communiqués aux autres pays africains en 1970.

Dans le cadre du même projet, une étude analogue sera effectuée en Afrique de l'ouest afin d'évaluer les politiques respectives des pays de cette sous-région en matière d'habitat, et de choisir l'un d'eux comme il a été fait en Afrique de l'est.

ii) Réunion sur le financement de l'habitat en Afrique de l'est

Il a été prévu de tenir à Nairobi en avril 1970 une réunion portant sur divers aspects du financement de l'habitat. On y étudiera en détail les problèmes financiers que pose la construction de logements à bon marché, ainsi que les institutions financières qui pourraient favoriser ce genre de construction, à savoir les établissements de prêt hypothécaire, les coopératives de crédit, les sources de capitaux de démarrage, etc. Il a été demandé à l'USAID de participer à cette réunion afin que les délégués puissent bénéficier de l'expérience acquise aux Etats-Unis dans ce domaine.

Projet 56 : Etude de l'évolution des coûts de construction des maisons d'habitation

i) La Réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation en Afrique du nord a eu lieu à Tanger en septembre 1969. Le rapport de cette réunion constitue le document E/CN.14/460. Les participants ont recommandé que la CEA prête son concours pour la création d'un centre sous-régional du bâtiment qui aurait les fonctions suivantes :

- 1) Elaborer pour la sous-région de l'Afrique du nord une méthode normalisée de classification, fondée sur le système SfB.
- 2) Effectuer des recherches en vue d'établir un module acceptable pour la coordination modulaire dans la sous-région.
- 3) Encourager l'utilisation de matériaux et éléments de construction de type unifié, conçus en vue d'abaisser les prix de revient dans la sous-région.

ii) Réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation en Afrique de l'ouest

Cette réunion doit avoir lieu en août 1970 à Kumasi (Ghana). On y développera plus avant les idées déjà présentées aux réunions concernant l'Afrique de l'est et l'Afrique du nord (classification et méthode intégrée d'élaboration des décisions).

On s'y efforcera en outre de mettre au point des moyens pratiques de réaliser des économies sur les chantiers, tels que l'établissement des prix de revient et les nouvelles techniques de planification et de programmation.

Cette réunion fait partie d'une série qui se poursuivra en 1971 par une réunion consacrée à la sous-région de l'Afrique du centre.

A l'issue de cette série de réunions sur les coûts de construction des maisons d'habitation, un Manuel sera rédigé sur l'évolution des coûts de construction des maisons d'habitation en Afrique. Ce Manuel, non seulement servira à informer tous les pays des progrès réalisés dans la voie d'une réduction des prix de revient de la construction en général et de celle des maisons d'habitation en particulier, mais fournira aussi une base pour des services consultatifs aux gouvernements sur la question de la réduction des prix de revient.

Projet 56 b) : Guide de l'industrie du bâtiment (1969)

Ce guide, qui est destiné d'une part à aider l'industrie du bâtiment à apprécier l'importance relative du rôle des diverses branches composant cette industrie et d'autre part à fournir des renseignements sur les aspects techniques de la construction de logements à bon marché, doit être prêt au début de 1970. La date préalablement fixée a dû être retardée en raison de missions imprévues des membres du personnel de la CEA chargés du projet.

Projet 57 : Activités tendant à favoriser la construction de maisons d'habitation et l'amélioration des logements existants

Stage de formation pour les entrepreneurs en bâtiment de l'Afrique de l'ouest

Ce stage itinérant a été organisé en Afrique de l'ouest de juillet à septembre 1969. A la suite des réunions qui ont eu lieu, on espère que les entrepreneurs en bâtiment seront suffisamment organisés dans leurs pays respectifs pour pouvoir poursuivre eux-mêmes ces stages avec l'aide de la CEA le cas échéant.

Projets d'assistance technique :

Les projets AT suivants ont été exécutés au cours de la période considérée :

Ghana : L'exécution du projet CEA/Pays-Bas d'assistance à l'organisation financière de la Ghana Housing Corporation s'est poursuivie pendant toute l'année. La mission prévue au Ghana n'a pu être effectuée en novembre, l'expert néerlandais qui devait accompagner le conseiller régional de la CEA n'ayant pas été désigné. On pense que cette mission se rendra au Ghana au début de 1970.

Libéria : La mission effectuée au Libéria en juillet 1969 pour évaluer le projet du Fonds spécial concernant le logement et la planification a eu pour effet l'affectation au Libéria de M. Ault qui prêterait son concours au Gouvernement pour les questions de logement et d'aménagement.

Kénia : Une mission de la CEA s'est rendue au Kénia en septembre 1969 pour y étudier les conditions de la création d'organismes de financement hypothécaire de construction de logements bon marché. Le rapport du Conseiller régional en financement de l'habitat est actuellement étudié par le Gouvernement kényen.

Maurice : Le Conseiller régional en logement (recherche, documentation et formation) s'est rendu dans l'île Maurice en novembre 1969 pour y fournir au Gouvernement, à sa demande, des avis sur la création d'un centre de documentation.

Autres projets prévus pour le courant de 1970 :

Projet 57 b) (ii) Stage de formation pour les entrepreneurs en bâtiment de l'Afrique du centre (date à fixer);

- d) Réunion régionale sur le logement en milieu rural et la rationalisation des méthodes traditionnelles de construction de logements.

Modifications du programme

L'exécution du projet 57 a), Stages de formation à l'autoconstruction assistée et aux méthodes de logement coopératif, a été suspendue en raison du brusque départ, pour raisons de santé, du Conseiller régional en autoconstruction assistée et méthodes de logement coopératif.

AVANCEMENT DES PROJETS - 1969

Numéro de projet	Désignation du projet	Etat d'avancement				Causes/
		Selon pré-visions	Projet achevé	Projet annulé	Projet différé	
11 a)	Etudes sur l'harmonisation des programmes de développement industriel (1969-1970)				X	Retard dans la contribution des donateurs/Pays-Bas, Italie
12 a) i)	Etude des politiques et institutions gouvernementales prévues pour encourager les entreprises autochtones dans certains pays francophones (1969-1970)				X	
13 a)	Etude des facteurs que les principaux investisseurs examinent et des techniques qu'ils utilisent pour fonder leur choix (1969)				X	Manque de crédits pour le recrutement de consultants
13 b)	Etude des moyens de promotion industrielle existant dans ces pays extérieurs à la région (1969)				X	
13 d)	Réunion sur la promotion des investissements industriels (1969)		X			
13 e)	Réunion de hauts fonctionnaires d'Etat et d'investisseurs (1969)					
14 a) i)	Etude relative à des projets modèles pour la fabrication à petite échelle de certains produits (1969)					
14 b) i)	Stages de formation pour chefs de petites industries (1969)				X	Etudes et travaux préparatoires attendus

AVANCEMENT DES PROJETS - 1969 (suite)

Numéro de projet	Désignation du projet	Etat d'avancement			Causes/ Principaux contributaires
		Selon pré- visions	Projet achevé	Projet annulé	
55 a) i)	Réunion régionale sur le financement de l'habitat en Afrique (1969)		Mars 1969 E/CN.14/450		/Organisée conjointement par la Fondation allemande et d'autres organismes d'assistance bilatérale
56 a) i)	Réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation en Afrique du nord (1969)		Sept. 1969 E/CN.14/460		/Pays-Bas, Irlande, OMS
56 b)	Guide de l'industrie du bâtiment (1969)			X	Manque de spécialistes/ Royaume-Uni, Pays-Bas, France
57 a) i)	Stage de formation à l'autoconstruction assistée et aux méthodes de logement coopératif en Afrique du Centre (1969)			X	Manque de personnel
57 b) i)	Stage de formation pour les entrepreneurs en bâtiment de l'Afrique de l'ouest (1969)		Sept. 1969		OMS, OIT, Israël
58 a)	Inventaire des organismes et des instituts de recherche et de normalisation dans le secteur du bâtiment (1969-1973)			X	